



# WAGON

# AUTOMOTIVE

# ST FLORENT/CHER

Après le 29 janvier, le 19 mars, les salariés de la filière automobile ont toutes les raisons d'être dans l'action le 1<sup>ER</sup> mai

Lors de la manifestation interprofessionnelle du 19 mars, ils ont été des milliers à défilier et exprimer leur colère et l'exigence d'un changement de politique économique et sociale dans le pays. Les groupes constructeurs depuis plusieurs mois ont baissé leurs productions provoquant la casse de l'emploi, des congés forcés, du chômage partiel, destructions d'activités et délocalisations.

La filière dans son intégralité en est affaiblie, le dense tissu des équipementiers, des sous-traitants et des services qu'ils soient de la Métallurgie, de la chimie, de la plasturgie, du textile ou des garages est en souffrance alors que des profits et dividendes sont redistribués aux actionnaires et qu'ils se servent de la crise pour régler les comptes avec les salariés.

La crise a bon dos !! Elle leur permet de justifier l'accélération de la restructuration industrielle d'ampleur des équipementiers et des sous-traitants sur fond de délocalisation, de gains de productivité, de suppressions d'emplois, d'augmentations des profits et dividendes versés aux actionnaires.

**Tout cela financé par des fonds publics massifs sans contrepartie !**

Nous ne devons pas rester isolés et subir ces attaques groupe après groupe, entreprise après entreprise, les luttes actuelles des salariés de VALEO, RENCAST, CONTINENTAL, SBFM et tant d'autres doivent donner confiance !

Les constructeurs ont des difficultés d'approvisionnement avec leurs équipementiers et fournisseurs mais ils oublient que ce sont eux les principaux responsables de cette situation intolérable.

Tous ensemble et solidaires dans la filière pour dire haut et fort à l'ensemble du patronat de l'automobile: **Arrêtez de nous faire payer une crise dont nous ne sommes pas responsables.**

Dés à présent inscrivons nous dans La journée de lutte du 1<sup>ER</sup> mai prochain, manifestation interprofessionnelle décidée par les 8 organisations syndicales

## **Exigeons une autre stratégie industrielle et politique sociale avec nos 10 revendications.**

- 1) Arrêt des suppressions d'emplois en cours, arrêt des délocalisations et de la mise en concurrence, exiger des investissements dans la recherche et développement, la production et la formation afin de construire des véhicules respectueux de l'environnement..
- 2) Exigeons le redémarrage des sites de production par les groupes constructeurs d'automobile et de véhicules industriels et l'arrêt du chômage partiel alors que les délais de livraison de véhicules neufs sont de plus en plus longs (3 à 6 mois), indemnisation à 100%.
- 3) Gel des versements de dividendes aux actionnaires et des primes, stock-options, bonus aux dirigeants.
- 4) Exigeons la présence de la CGT (écartée par l'Etat et l'UIMM suite à la non signature de la charte nationale) dans les comités régionaux et territoriaux mise en place pour décider de l'avenir des salariés de l'automobile.
- 5) Transformation des rapports donneurs d'ordres/sous-traitants en urgence avec l'exigence d'avoir des dispositions de stratégie industrielle concrètes par le biais de tables rondes avec les acteurs sociaux.
- 6) Forte revalorisation des salaires et un crédit accessible (taux abaissés et durée de remboursement plus longue) afin de relancer l'achat de véhicules neufs pour les ménages les moins aisés.
- 7) Exigeons la modification de l'organisation et conditions de travail (juste à temps, flux tendu, stocks zéro, etc.), lissage de la production sur l'année avec des cadences plus faibles et des charges moins lourdes qui détruisent la santé des travailleurs sur les chaînes et les postes de travail.
- 8) Mise en place de mesures de solidarité et préretraite anticipée pour la pénibilité au travail , avec l'exigence d'un départ à 55 ans ( 50 ans pour les personnes exposées à l'amiante) tout en favorisant l'embauche d'un jeune.
- 9) Contrôle des fonds publics pour une véritable relance industrielle et non garantir le niveau de rémunérations de dirigeants.
- 10) Droits nouveaux pour les salariés avec la mise en place des comités interentreprises de façon à anticiper les décisions des donneurs d'ordres vis-à-vis de leurs sous-traitants.

**IL EST URGENT D'OUVRIRE DES NEGOCIATIONS DANS LA PERSPECTIVE  
DE LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS !**

**Tous ensemble le 1er mai à 10 h30 place de la  
republique à St FLORENT / CHER pour peser sur les  
choix du patronat et du gouvernement**